



ISSN 1019-0287

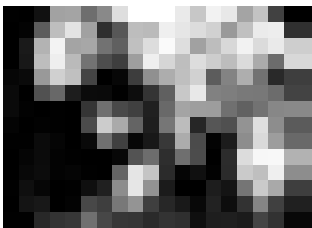
Preis 1,60 €

24. Juni 2005

erscheint freitags

24/6 - 3/7/2005

(film/theatre/concert/events)



Endspurt in Angst

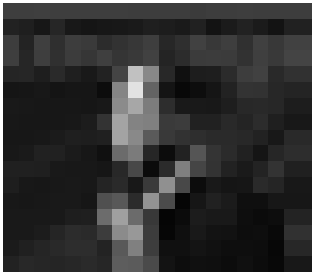
Um den Aufwärtstrend des luxemburgischen "Nein" im Referendum zu stoppen, muss sich das Ja-Lager mächtig anstrengen.

serie, Seite 2

Asile au rabais

Le gouvernement est prêt à sacrifier des principes fondamentaux du droit afin d'accélérer les procédures d'asile.

aktuell, Seite 6



Boue et bolides

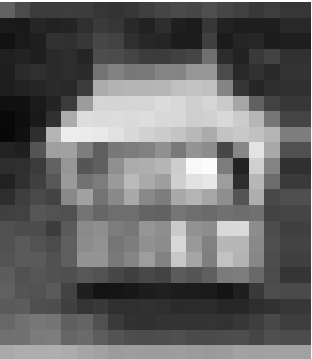
Dans son premier ouvrage, le photographe luxembourgeois Marc Wilwert a choisi de se pencher sur le phénomène du stock-car.

kultur, page 7

Joue avec ton paysage!

Pendant tout l'été, l'exposition "Sous les ponts le long de la rivière" fait de la vallée de la Pétrusse un musée en plein air.

kultur, page 8



Preis: 1,60 €



Brücke in die Zukunft



Die Adolphe-Brücke, 1903 ein Meilenstein, heute ein baufälliges Nadelöhr. Und ein Symbol für die Stadtentwicklung, die nach jahrzehntelangem Dornröschenschlaf aufwacht. Ein Stadtentwicklungsplan liegt vor, der neue Brücken schlagen will.

dës woch, Seite 3

(Foto: Photothèque de la ville de Luxembourg)

CONSTITUTION EUROPEENNE

Après le Sommet européen, la ratification du texte constitutionnel proposé est bloquée. La tenue du référendum luxembourgeois est inutile et même nuisible.

Les Luxembourgeois-e-s en ont l'habitude: un vote sur l'Europe, c'est un vote futile. Tous les cinq ans, les élections au Parlement européen, à la remorque des législatives, font figure d'accessoire de décor. Non seulement l'assemblée ainsi élue est largement impuissante, mais en plus les personnes pour lesquelles les Luxembourgeois-es ont voté se désistent en général de leur mandat.

En ce sens, le référendum sur le projet de constitution devait être le premier vote européen "sérieux" au Grand-Duché. Certes, il a un caractère non contraignant en droit luxembourgeois. Mais les engagements des partis politiques de se conformer au suffrage populaire lors de la ratification avaient corrigé ce défaut. Les Luxembourgeois-es allaient donc se prononcer sur un texte constitutionnel représentatif de la voie empruntée par la construction européenne.

Hélas, les non français et néerlandais sont passés par là. Le 10 juillet, le Luxembourg ne pourra plus voter sur la future Constitution européenne. Le texte du projet de constitution est mort, même si le Sommet européen n'a pas eu le courage de l'enterrer. Ce qui reste du référendum, ce sont les mille et une surcharges et redéfinitions de sens qu'on en a fait, depuis le refus de l'élargissement jusqu'au plébiscite de Jean-Claude Juncker. Ainsi, une fois l'enjeu premier du référendum parti en fumée, il ne reste du scrutin qu'une coquille vide. A quoi peut encore servir ce référendum?

A continuer le débat, nous dit-on. Certes, ce débat sur l'Europe, si bien entamé, vaut d'être poursuivi. Mais pour cela, pas besoin de discuter sur un texte qui n'a plus de raison d'être. La quasi-totalité des pays européens s'apprête à ajourner sine die la ratifica-

tion du projet en question et à "mieux expliquer l'Europe aux citoyen-ne-s". Une initiative du Parlement européen vise à organiser des forums parallèlement dans l'ensemble des Etats membres au cours des années qui viennent. Au Luxembourg par contre, cette réflexion sera menée à sa fin en deux semaines et demie. Faire le forcing sur le référendum répond donc moins au désir de poursuivre le débat, qu'à une intention de le clôturer.

Votons sur le texte, proposent à l'unisson les défenseur-e-s du oui et du non. Mais personne ne pourra dire, le soir du 10, combien de personnes se sont prononcées sur le texte et combien sur autre chose, en se disant que de toute façon, cette constitution n'entrera jamais en vigueur. Envoyons un signal au reste de l'Europe, nous enjoint Nicolas Schmit. Il est vrai qu'avant le Sommet européen, l'étranger s'inté-

ressait au prochain référendum, le nôtre. Mais depuis, l'intérêt est retombé. Un oui - auquel tout le monde s'attend - ne ranimera pas le projet de texte actuel, un non l'enfoncerait juste un peu plus. Quant à l'appel de Jean-Claude Juncker de voter oui pour "renforcer la position du Luxembourg", il est peu convaincant. Le fait de maintenir un référendum sur une question factice suffit à ridiculiser le Grand-Duché.

Par ailleurs, un non n'affaiblirait nullement notre position en cas de renégociation du traité. Par contre, il affaiblirait clairement la position de Juncker et de la classe politique luxembourgeoise dans son ensemble. Et même si le oui gagne, il y aura une perdante: l'Europe, où plutôt l'image qu'en ont les Luxembourgeois-es. Tôt ou tard, ils et elles prendront conscience d'avoir été floué-e-s lors de ce "référendum pour rien". Et l'Europe sera désormais "cette chose qu'on nous a poussé à bénir en 2005".

Un commentaire de
Raymond Klein